



le 1^{er} avril 2025

Agressions, menaces de mort... les agents de l'État doivent être respectés et protégés !

Le mouvement de mobilisation de certains agriculteurs lors de l'hiver 2023-2024 a donné lieu à des dégradations de lieux publics et d'administrations : Préfectures, OFB, DREAL, DDT, MSA... Les contrôles de l'État dans les exploitations agricoles, pourtant rares, en moyenne une fois tous les 120 ans, ont été particulièrement critiqués par plusieurs syndicats agricoles.

Le gouvernement, en particulier les premiers ministres, les ministres chargés de l'agriculture et de l'écologie n'ont pas défendu les agents et la nécessité des contrôles, allant au contraire dans le sens des agriculteurs. Les contrôles de l'OFB sont ainsi présentés comme une faute, le faible nombre de contrôle n'est pas rappelé et les éléments de langage des syndicats majoritaires sont repris sans remise en question. Les contrôles sont pourtant utiles pour vérifier le contenu de nos assiettes, utiles pour limiter l'usage des pesticides, utiles pour vérifier la préservation des rivières et des zones humides, nécessaires à notre ressource vitale en eau : utiles pour notre santé et celle des écosystèmes.

Le contexte des élections des chambres d'agriculture, lors de la campagne les précédant et depuis les résultats, en hausse pour la Coordination rurale, libère l'agressivité d'agriculteurs. Le nombre et la gravité de ces agressions, verbales ou physiques, ne cesse d'augmenter : menaces répétées par la Coordination rurale contre le préfet et le directeur départemental des territoires en Haute-Vienne, vidéo prétendument humoristique mettant en scène un meurtre d'un agent de l'OFB par les JA de la Manche, agression du directeur de la DDT de Haute-Corse par un agriculteur dans son bureau...

Ces menaces s'inscrivent dans un contexte particulièrement violent dans le monde agricole, comme l'illustre l'assassinat de Pierre Alessandri le 17 mars, responsable de Via Campagnola, la branche Corse de la Confédération paysanne, militant depuis 20 ans, lanceur d'alertes sur les fraudes aux subventions européennes et engagé contre les pratiques mafieuses. Ce meurtre n'a suscité aucune réaction de la part du gouvernement.

Nous demandons aujourd'hui des mesures concrètes et immédiates :

- Une **communication officielle des Ministres de l'Agriculture et de l'Écologie** affirmant un soutien ferme et inconditionnel aux agents menacés. Le silence ou l'attentisme ne sont plus acceptables ;
- Une **protection fonctionnelle automatique**, avec un accompagnement juridique et psychologique systématique pour les agents concernés ;
- Un **rappel clair des obligations de respect des missions régaliennes**, à travers des actions de sensibilisation auprès des organisations agricoles et des élus locaux ;
- Des **actions judiciaires systématiques à la hauteur des faits**, quel que soit le département et le syndicat agricole auteur des violences ;
- Une stratégie de **communication pour rétablir la réalité des faits** face aux discours biaisés relayés dans certains médias.

SNUITAM-FSU

DRAAF - 15 avenue de Cucillé 35047 RENNES Cedex 9

www.snuitam-fsu.org
snuitam@snuitam-fsu.org



Nous ne demandons pas l'impossible, seulement que l'État protège ses agents et assume pleinement ses missions. Laisser cette spirale se poursuivre, c'est mettre en péril l'ensemble des missions du service public que nous défendons.

Le SNUITAM-FSU exige une réponse rapide et à la hauteur de la situation pour protéger les agents des ministères de l'agriculture et de l'écologie ainsi que de ses opérateurs.

SNUITAM-FSU

DRAAF - 15 avenue de Cucillé 35047 RENNES Cedex 9

www.snuitam-fsu.org
snuitam@snuitam-fsu.org

